



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

Page 3 :

RHODESIE : LA FIN DU REGIME
RACISTE DE IAN SMITH

Page 4 :

AFRIQUE DU SUD : VERS QUELLE
PERSPECTIVE ?

Page 6 :

EN BREF D'AFRIQUE :
SENEGAL, MADAGASCAR

Page 7 :

IL Y A TRENTE ANS NAQUIT
LE RASSEMBLEMENT DEMOCRA-
TIQUE AFRICAIN

prix: 1 Franc

N° : 43 — 11 octobre 1976

LA LUTTE A EBRANLE LES
REGIMES RACISTES

D'AFRIQUE AUSTRALE

IL RESTE A LES ACHEVER

La lutte des Africains se poursuit en Afrique Australe. Le mouvement de révolte de la population contre les assassins racistes au pouvoir connaît de nouveaux développements.

Les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie tremblent. En Afrique du Sud le gouvernement cède du terrain en accordant quelques concessions mineures.

Ebranlé par quatre mois de révolte des Africains commencée d'abord par les lycéens de la province du Cap, le régime d'apartheid cède un peu de terrain pour gagner du temps. Il accorde quelques réformes sans toutefois abandonner l'apartheid.

Quant au gouvernement raciste de la Rhodésie, il est aux abois. Il vient de reconnaître, contraint et forcé, le droit de la majorité africaine à participer à la vie politique.

Depuis la fin de la domination coloniale ouverte dans le reste de l'Afrique, cette partie de l'Afrique australe est restée une région dominée par des régimes particulièrement abjects, des espèces d'énormes camps de concentration où l'énorme majorité de la population est privée de tout droit.

Aujourd'hui, les régimes racistes sont sur la défensive. Au point que, dans le cas de la Rhodésie, l'impérialisme américain a préféré abandonner le régime qu'il avait jusqu'alors protégé.

Bien sûr, si l'impérialisme a changé de tactique, ce n'est pas une subite bonté de coeur ; bien au contraire, il s'est rendu compte que les régimes minoritaires ségrégationnistes, celui de la Rhodésie en tout cas, ne peuvent plus maintenir l'ordre nécessaire à l'exploitation quotidienne, l'ordre qui lui permet de prospérer.

Il craint aussi que, s'il ne trouve pas un moyen de stabiliser la situation en désamorçant la révolte, l'influence de l'Union Soviétique - sa rivale dans le cadre de l'affrontement entre les deux blocs - risque de se renforcer en Afrique Australe.

Mais alors que Kissinger parle aujourd'hui du "principe du gouvernement de la majorité" pour la Rhodésie, il n'en parle que pour cette dernière. Il cherche à accorder un répit supplémentaire au régime tout aussi raciste, tout aussi ségrégationniste de Vorster en Afrique du Sud.

Pour que l'impérialisme tienne compte de l'aspiration à l'émancipation nationale des masses africaines opprimées en Rhodésie, il a fallu lutter. Comme il faudra encore lutter pour que le régime de l'apartheid tombe en Afrique du Sud.

* * * * *
* * * *

RHODESIE : LA FIN DU REGIME RACISTE DE IAN SMITH

Le gouvernement raciste de Ian Smith a accepté le plan américano-britannique, c'est-à-dire le principe de mettre fin au régime colonialiste d'ici deux ans. Il aura fallu une longue et dure lutte armée en Rhodésie même, mais aussi dans le Mozambique voisin ; il aura fallu aussi la vague de révolte en Afrique du Sud pour que Ian Smith cède, et pour que l'impérialisme, principal soutien jusque-là du régime raciste, lâche son ancien protégé.

C'est là une première et importante leçon à tirer de ce qui se passe en Rhodésie. Pour imposer le simple droit de ne pas subir l'oppression raciale d'un régime barbare, il a fallu lutter. Tant il est vrai que les oppresseurs quels qu'ils soient, ne connaissent qu'un seul langage : celui de la force.

Tout en lâchant son ancien protégé raciste, de peur que l'Afrique Australe ne s'embrase plus gravement encore, l'impérialisme a patronné un plan qui laisse à Ian Smith et aux privilégiés qu'il représente, tout le temps pour préserver ce qui peut l'être de leurs privilèges. Ou pour pouvoir partir en emmenant tout ce qu'ils peuvent avec eux, pillant ainsi une dernière fois un pays qu'ils avaient déjà tant pillé.

Et devant la prétention affichée par Smith de négocier en position de force - en osant exiger comme préalable l'arrêt de la guerrilla par exemple - il est évident que la vitesse à laquelle le régime ségrégationniste sera amené à céder la place dépendra de la pression qui sera exercée sur ce régime par la lutte armée.

Face aux tergiversations, aux manœuvres pour retarder une échéance désormais inévitable, les révolutionnaires sont solidaires de l'exigence de la fin immédiate du régime ségrégationniste. Le peuple de la Rhodésie a assez souffert de l'oppression nationale pour supporter deux ans de plus un régime haï.

Les masses opprimées de la Rhodésie sont en voie de contraindre leur pire ennemi à abandonner la partie. Ceux qui postulent à la succession, les dirigeants des différents courants nationalistes rivaux, ne sont cependant pas pour autant leurs amis.

Oh, sans doute, leur rivalité les pousse - et les poussera sans doute de plus en plus au cours de la période à venir - à manier la démagogie, à tenir un langage radical. Un premier échantillon de cette attitude vient d'être donné par le leader jusqu'à présent le plus modéré, Nkomo, qui a durci son attitude pour concurrencer son principal rival Muzorwa, qu'il considère trop populaire à son gré.

Mais ces dirigeants - qui, au demeurant, ont tous accepté que la transition vers la disparition du régime ségrégationniste soit patronnée par l'impérialisme - ne représentent ni les uns ni les autres, une politique visant à l'émancipation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre rhodésiennes de toute oppression. Ce qui les sépare est au mieux du même ordre que ce qui avait séparé, il y a quelques quinze ans, un Houphouët-Boigny d'un Sekou Touré. Les exploités de la Côte d'Ivoire, ceux de la Guinée, ont fait l'amère expérience que ni l'un, ni l'autre, ne représentent leurs aspirations.

* * * * *
* * * * *

AFRIQUE DU SUD :

VERS QUELLE PERSPECTIVE ?

En Afrique du Sud, la révolte de la population de ce pays continue. Elle prend même une allure plus catégorique, plus étendue. Malgré la répression féroce, les 13, 14 et 15 septembre dernier, la grève des travailleurs sud-africains a paralysé les grandes villes. "Soweto ressemble à un cimetière" d'après les autorités racistes mêmes.

Le 23 septembre pour la première fois, le centre de Johannesburg, ville blanche bien protégée, a été le théâtre d'une manifestation de jeunes lycéens et d'étudiants sud-africains. Ceux-là ont su tromper la vigilance de la police de Vorster. Le matin du 23 septembre, ils ont pénétré dans la ville interdite et ont manifesté dans les rues, malgré la férocité de la répression, malgré l'usage des armes à feu par la police.

Tout cela montre la profondeur de la révolte de la population africaine. Celle-là est déterminée à lutter jusqu'au bout. Elle affronte la police armée de Vorster. Elle n'a plus l'intention de laisser se perpétuer son esclavage.

Face à la révolte, Vorster utilise la répression violente pour essayer de gagner du temps, afin d'aller jusqu'au bout de la logique monstrueuse de l'apartheid, jusqu'à la partition du pays.

Cette partition consiste à créer une dizaine de minuscules Etats réservés aux Africains sur les 13 % ~~Les plus pauvres~~ les plus arides des territoires actuels de l'Afrique du Sud, et de garder les 87 % du territoire, là où se trouvent les richesses et les industries, à un puissant Etat blanc. En d'autres termes, Vorster vise à donner aux quelque 18 millions d'Africains le droit de créer des mini Etats, pour mieux leur voler jusqu'au droit sur leur propre pays.

Quant à l'impérialisme américain, il laisse carte blanche à Vorster pour le jeu qu'il prétend mener jusqu'au bout. Cela dit, l'impérialisme a beau lancer des avertissements pour que Vorster assouplisse son régime vis-à-vis de la population africaine, il n'en continue pas moins à considérer le gouvernement raciste comme le garant de ses intérêts.

Cela fait maintenant trois mois que la lutte des opprimés d'Afrique du Sud dure, malgré toute la violence de la répression. Tout atteste la profondeur du mouvement, et la détermination de ceux qui y participent. Et cette détermination sera nécessaire pour mettre fin au régime de l'apartheid qui continue encore à bénéficier du soutien de l'impérialisme.

L'Afrique du Sud renferme un énorme potentiel révolutionnaire. Ce potentiel révolutionnaire pourrait ouvrir devant les exploités d'Afrique du Sud, et au delà, devant les exploités d'Afrique ou du monde, des perspectives plus vastes même que la chute du régime de Vorster. Il pourrait ouvrir la perspective d'une révolution sociale, d'une révolution susceptible de libérer les ouvriers et les paysans pauvres de toute oppression et pas seulement de l'oppression nationale et raciale.

Les travailleurs des pays décolonisés de l'Afrique, en même temps qu'ils ont eu la satisfaction de voir la fin de l'odieuse oppression coloniale, avaient fait l'amère expérience de voir leurs aspirations trahies. Les régimes qui ont pris la succession des

opresseurs du colonialisme ont perpétué l'exploitation sous d'autres formes politiques.

Eh bien, les travailleurs de l'Afrique du Sud, qui constituent de plus en plus l'essentiel des forces combattantes de la lutte en cours, ont la possibilité de conquérir en même temps que leur émancipation nationale, leur émancipation sociale. Cela ne serait ni plus difficile, ni plus coûteux en efforts et en sacrifices. Mais cela n'est possible que si le prolétariat sud-africain est capable, au sein du mouvement contre l'apartheid, de faire prévaloir son propre programme, sa propre politique. Pour que cela soit le cas, il est nécessaire que naisse au sein du mouvement un parti capable de rompre avec le nationalisme, avec la collaboration entre classes, pour se placer ouvertement, clairement, sur le terrain de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne.

* * * * *
* * * * *

en bref d'Afrique... en bref d'Afrique...

SENEGAL : QUAND LES JEUNES FONT LES FRAIS DE L'OPERATION "SAHEL-VERT"

Pendant un mois plusieurs centaines de jeunes sénégalais ont participé dans la région de Louga à l'opération "Sahel Vert" sous l'initiative du gouvernement réactionnaire de Senghor.

Cette opération consistait à planter 30 000 arbustes appelés eucalyptus dans la communauté rurale de Kelle Guèye. Par cette mobilisation des jeunes, le gouvernement prétend lutter contre l'avancée du désert dans cette partie du Sénégal.

Certes, pour venir à bout du désert, il faut disposer d'un matériel considérable et d'un potentiel humain important. Ces moyens, machines perfectionnées produites par des travailleurs du monde entier et en particulier ceux des pays capitalistes, les ingénieurs et les techniciens agricoles, ne peuvent se trouver dans le cadre d'un seul pays comme le Sénégal. Ces machines et ces hommes manquent nécessairement à ce pays.

Mais même ce qui est possible dans le cadre d'un pays, le gouvernement ne le fait pas. Sa préoccupation essentielle est de veiller sur les intérêts des capitalistes et de les aider dans leur oeuvre d'exploitation.

Tout récemment il a donné des facilités aux bourgeois du complexe industriel de M'Bao en réduisant considérablement ou en supprimant les taxes et les impôts. Les dignitaires du régime se contentent, eux, des miettes que leur laissent les capitalistes.

Même si ces messieurs qui nous gouvernent veulent vraiment faire quelque chose contre la sécheresse, ils ne le pourront pas car ils sont impopulaires.

Seul un Etat mis en place par les travailleurs et contrôlé par eux peut faire quelque chose, car les travailleurs auront alors la garantie que des bourgeois ne détourneront pas le fruit de leur travail.

MADAGASCAR : ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Deux lycéens viennent d'être arrêtés par le gouvernement Ratsiraka. Depuis la semaine du 6 septembre, les élèves du plus grand lycée technique de ANTANANARIVO (le lycée d'AMPEPILLOHA) se sont mis en grève pour réclamer des modifications dans l'enseignement. C'était une question de la politique du gouvernement qui laisse se détériorer la qualité des établissements publics, les riches eux, pouvant envoyer leurs enfants dans les écoles privées dont les tarifs sont hors de portée des pauvres.

Les deux lycéens ont été accusés d'avoir été les auteurs de l'incendie qui a ravagé le palais d'ANDAFIARATRA - palais du premier ministre - le 11 septembre 1976. Ces accusations ne reposent sur rien, d'autant plus que le gouvernement avait d'abord lui-même expliqué l'incendie par un court-circuit. Ils ont été arrêtés plutôt pour avoir osé revendiquer une meilleure éducation.

Nous sommes solidaires de ceux qui viennent d'être arrêtés.

Le gouvernement essaie de discréditer les jeunes lycéens vis-à-vis de l'opinion publique en les rendant responsables de l'incendie et en les accusant d'être "manoeuvrés par l'impérialisme" etc... Ces procédés sont sinistrement connus et ressemblent à ceux utilisés par l'ancien gouvernement lors des événements de 1971 et de 1972.

IL Y A TRENTE ANS
NAQUIT LE
RASSEMBLEMENT
DEMOCRATIQUE
AFRICAIN

Du 18 au 21 octobre 1946 se réunit, à l'appel des parlementaires africains, un congrès à Bamako, où fut fondé le Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Ce fut le premier regroupement politique entièrement africain formé dans les colonies françaises d'Afrique. Jusque là n'existait qu'une fédération socialiste au Sénégal affiliée à la SFIO française sous la direction de Lamine Guèye et de Senghor.

Les congressistes - des députés, des élus divers ; socialement des professeurs, des médecins, des avocats, cette catégorie petite-bourgeoise qui se proclamait volontiers "l'élite" et les porte-parole des masses colonisées africaines - avaient élu Houphouët-Boigny à la présidence du RDA. La direction du RDA devait regrouper la quasi-totalité du personnel politique dirigeant des pays africains, comme M'Ba pour le Gabon, Lisette pour le Tchad, encore Sékou Touré pour la Guinée, etc.

La fondation du RDA se situait à une période où, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme français avait quelque peu assoupli sa politique à l'égard de ses colonies. Il n'était encore certes pas question de mettre fin à la domination coloniale. La France impérialiste écrase au contraire dans le sang l'insurrection de Sétif en Algérie en 1945, puis l'insurrection malgache en 1947, et il commença sa longue guerre pour empêcher les peuples de l'Indochine colonisée d'accéder à l'indépendance. Il aura fallu les défaites successives de l'impérialisme français en Indochine puis en Algérie, pour qu'il accepte de mettre fin à sa domination coloniale en Afrique (et encore pas partout, puisque Djibouti subit encore aujourd'hui l'oppression coloniale).

L'assouplissement de la politique de l'impérialisme français se limitait à accorder, sur le plan juridique, quelques droits aux colonisés ; et surtout, à chercher à associer au cadre colonial un certain nombre de personnalités politiques africaines.

Le RDA, tout en se proclamant anti-colonialiste, se fixait comme objectif de conquérir, dans le cadre de l'Union française - nouvelle dénomination pour l'empire colonial - l'égalité des droits pour tous, en particulier une représentation égalitaire de la population des colonies avec celles de la métropole coloniale au sein du parlement français.

Malgré le caractère modéré de ses revendications - le manifeste du RDA adopté au congrès de Bamako refuse même l'idée de l'autonomie -, le RDA avait canalisé à son profit pendant un certain temps, les aspirations des masses colonisées opposées à la domination coloniale. D'autant plus qu'un nouveau durcissement de l'impérialisme français dans sa pratique coloniale avait conduit le RDA à durcir à son tour son attitude. Il prit la

direction d'un certain nombre d'actions, comme les grèves (en Côte d'Ivoire par exemple, le 30 janvier 1950), des démonstrations de femmes, des boycotts de commerçants européens, etc. Il subissait la répression, un certain nombre de ses dirigeants ont été arrêtés. Des courants favorables à l'indépendance naissaient en son sein.

Mais si le RDA canalisait les aspirations des masses opprimées, il représentait surtout les couches privilégiées africaines, désireuses de sauvegarder les avantages qu'elles avaient acquis au lendemain de la guerre, quitte à composer ouvertement avec l'impérialisme français.

A partir de 1950, le RDA effectue un virage : il annonce publiquement par la bouche de Houphouët-Boigny, son opposition à toute forme d'action illégale, et sa volonté de collaborer avec la France sur le terrain légal. Pour ne pas être suspecté, même à tort, d'un quelconque radicalisme, il rompt ses anciens liens avec le PCF - parti auquel ses députés étaient auparavant apparentés - pour s'apparenter au parti de centre-gauche UDSR, Union Démocratique et Socialiste de la Résistance, parti de Mitterand. Sur place, la plupart des sections recherchaient la collaboration avec les fonctionnaires coloniaux. Seules certaines individualités, comme d'Arbussier, ou certaines sections, comme l'UPC du Cameroun, n'ont pas accepté le tournant opéré par Houphouët-Boigny.

En fin de compte, le RDA aura été une pépinière d'où sont issus et au sein duquel ont été formés la plupart des hommes politiques auxquels l'impérialisme français a fini par confier le pouvoir lorsque les événements l'ont contraint de changer son fusil d'épaule et à décoloniser pour tenter de sauvegarder ses intérêts par l'intermédiaire d'hommes politiques africains, dans le cadre d'Etats juridiquement indépendants.

Et les mêmes hommes qui, durant les premières années de l'indépendance parlaient de liberté pour les opprimés africains, d'égalité, de participation démocratique, sont devenus des présidents ou des ministres de dictatures qui défendent face aux ouvriers, aux paysans pauvres de leur pays, les intérêts des privilégiés de leur pays, et au-delà, les intérêts de l'impérialisme. Par ailleurs, même la prétention du RDA de représenter l'unité des pays africains colonisés par la France face aux divisions, a volé en éclats - en même temps que le RDA, en tant qu'organisation panafricaine. Les dirigeants du RDA ont accepté de cautionner et de servir la volonté politique de l'impérialisme français de balkaniser son ancien empire colonial et de le diviser en une multitude de petits Etats. Une des tentatives panafricanistes a montré là, concrètement, la réalité qu'il y a derrière les grandes phrases sur l'unité africaine.

Il n'est pas inutile de se rappeler l'expérience du RDA. Un des leit-motifs essentiels de cette formation était d'unir tous les africains dans l'intérêt de la lutte contre le colonialisme. Comme le proclamait Houphouët-Boigny au temps où il jouait au leader anti-colonialiste : le RDA devait être un "ensemble complexe de travailleurs ouvriers et paysans, propriétaires terriens, fonctionnaires et commerçants, un complexe de l'Afrique traditionnelle et des couches évoluées".

Mais les intérêts des exploités africains et des privilégiés africains ne sont pas les mêmes. L'action du RDA ne pouvait donner naissance qu'aux dictatures auxquelles elle a abouti. Ce n'est pas une question de choix de moyens d'action : c'est une question de programme. La politique nationaliste, celle qui prétend représenter toutes les classes de la société à la fois, est une politique pour la bourgeoisie, pour les exploités.

Le RDA est mort. Mais les nationalistes recréent continuellement d'autres RDA. Les uns se proclament réformistes. D'autres sont partisans de moyens d'action violents pour renverser tel ou tel régime corrompu, telle ou telle dictature militaire, tel ou tel dictateur ouvertement dévoué à l'impérialisme. Mais ce qui les rend similaires, au-delà d'importantes différences dans les moyens et dans la tactique, c'est de se référer au

nationalisme, et proclamer qu'il existe un intérêt national commun à tous.

C'est une politique étrangère aux intérêts de la classe ouvrière et des exploités d'Afrique. Il est vital pour la classe ouvrière des pays africains de se donner une politique propre et un parti révolutionnaire pour concrétiser cette politique.

* * * * *
* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'acomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.